

Yvan Massiani

La guerre idéologique et l'union

Je voudrais revenir sur les propos du camarade J.-P. Marchand. Il y aurait, dit-il, un climat d'intolérance à l'égard de certains camarades intellectuels. Je ne le crois pas. Je pense au contraire que si climat d'intolérance il y a, c'est bel et bien à l'égard de notre Parti, climat d'ailleurs fort

justement dénoncé dans une interview donnée à la *Marseillaise-Dimanche* par Emmanuel Maffre-Baugé. Au contraire, je vis une période d'avancée du Parti, d'intelligence de tout le Parti à l'égard des intellectuels, de leur rôle, de leur fonction sociale. Les nombreux comités de section auxquels j'ai participé dans le cadre de la préparation de ce Conseil national en sont pour moi une confirmation. Qu'à Port-S^t-Louis du Rhône, petite ville des Bouches-du-Rhône dont la population est fortement ouvrière, on ait eu à cette occasion une discussion d'une grande richesse est pour moi significatif de la mise en pratique de l'orientation politique : « faire des problèmes concernant les intellectuels et la culture, des problèmes de tout le Parti ».

Il y aurait ensuite, dit J.-P. Marchand, à propos de l'appel lancé par 75 intellectuels communistes, une « attitude discriminatoire à l'égard des intellectuels », qui serait en somme une démarche amenant à un clivage. Là encore je ne partage pas son point de vue. Certains camarades n'ont pas signé l'appel. Dans ma fédération on ne les pointe pas. Dans ma cellule, on a vu fraternellement tout le monde, avec la volonté de discuter et de convaincre, sans plus.

Je pense que les camarades qui n'ont pas signé l'appel n'en ont pas mesuré tout le sens, et toute l'efficacité. Avec lui il s'agissait de dire : « oui, nous aussi nous sommes des intellectuels communistes, nous sommes des milliers, et nous en avons assez que quelques camarades s'arrogent perpétuellement le droit de parler en notre nom. » Quant à son efficacité, je l'ai mesurée dans mon propre milieu en voyant par exemple de quelle façon attentive certains collègues de travail épluchaient les listes de signataires, étaient même parfois surpris de l'ampleur de notre riposte, conditionnés qu'ils étaient par l'idée du « trouble » chez les militants communistes, colportée par les différents média.

Je voudrais maintenant revenir sur un point du rapport présenté par Guy Hermier. Notre camarade, parlant de la guerre idéologique, a dit notamment que le Parti socialiste épaulait le pouvoir giscardien. Il me semble en effet que, outre l'intensité, la nature des idées martelées avec leurs cortèges de falsifications, omissions, mensonges..., outre la domestication des média avec le consensus giscardo-socialiste

dont parlait G. Marchais dans son discours de Marseille (automne 1979) sur la presse, il y a le rôle que jouent parfois directement les organisations de base du P.S. dans la guerre idéologique. Montrer concrètement comment cela fonctionne dans l'Université dans laquelle je travaille, et en quoi nous sommes dans le même mouvement renvoyés aux questions de l'union, tel est le but de cette brève intervention.

Disons d'abord que nous n'en sommes plus à la phase commentée pertinemment par notre camarade Marotin (tribune de discussion du Conseil national) où, dans les Universités, l'union de la gauche, le programme commun servaient de références absolues au point même que bien des illusions s'y sont enracinées. Dans cette phase, le P.S. existait déjà sur le centre, il bénéficiait de nos efforts, sans se manifester ouvertement et publiquement. Sans doute quelques camarades appellent-ils encore cette période, période d'ouverture, période non-ouvriériste. Quant à moi, je dirai autrement, en la nommant période de non affrontement direct dans le milieu universitaire avec les positions réformistes (sans doute parce que le programme commun de gouvernement était bien cet « édredon moelleux » dont parlait notre camarade Fitterman).

Mais ce temps-là n'est plus. Le temps que nous vivons est celui où, sur la base de nos acquis et d'une véritable analyse critique de la période vécue, nous avons dégagé les perspectives de l'union de la base, dans et par la lutte pour des avancées décisives vers le socialisme. Perspectives réelles, non spontanément crédibles, parce que renversant les schémas de pensée établis, mais perspectives qui, même si elles sont considérées comme une diversion par certains, sont par contre prises à leur juste mesure par le pouvoir et le Parti socialiste.

Je donnerai deux exemples liés à mon entreprise qui illustreront cette intervention du P.S. dans la lutte des idées et la guerre idéologique.

1 — *Le nucléaire.*

La section socialiste d'entreprise et le S.G.E.N-C.F.D.T. ont rendu publique et ont invité les personnels à signer la pétition nationale de diverses organisations (dont le P.S. et la C.F.D.T.) demandant notamment un moratoire et le renoncement au « tout nucléaire ».

Pour notre part, après avoir rappelé la position d'ensemble du Parti sur le développement énergétique dont la France a besoin, après avoir montré comment le moratoire était en fait le « cache-sexe » du « non au tout nucléaire », nous avons appelé les personnels à ne pas signer un texte attrape-tout, contraire à notre politique, et qui d'ailleurs était présenté sous l'égide d'un comité contre l'énergie nucléaire, bien qu'il commençât seulement par le prudent « non au tout nucléaire ».

Notre démarche a frappé et choqué des collègues, et je dirai que c'est bien ainsi. Non parce que nous aurions vocation ou que nous nous complairions à être à contre-courant, mais parce qu'elle faisait émerger ce qui bloquait. Ce qui bloquait, c'est d'une part le poids de la peur de la science, même chez des scientifiques, mais surtout ce qui faisait problème et qui fait toujours problème, c'était que nous nous attaquions, *en tant que cellule*, à une sacro-sainte conception de l'union, celles des cartels dont le faible dénominateur commun de ce qui les constitue explique les formules « café au lait » où chacun entend ce qu'il veut et dont le seul ciment est souvent, il faut le dire, l'anti-communisme.

Nous étions partis du nucléaire et nous en arrivions à l'union, plus précisément à la conception d'une union nouvelle où le débat peut être rude parce qu'il est vrai, débat dans lequel on n'écrite pas ses positions pour ne pas « gêner » son partenaire. Voilà ce qui fait et faisait problème en définitive.

2 — *La situation internationale.*

Au moment où nous préparions une initiative de solidarité avec le peuple cambodgien, la section socialiste d'entreprise, par l'intermédiaire de Terre des hommes, Médecins sans frontières et des Amis des Afghans, a cru bon de nous précéder en organisant un débat visant selon leurs termes à « venir en aide du seul point de vue humanitaire aux réfugiés afghans ».

A ce débat, des militants du S.G.E.N.-C.F.D.T., du P.S., des gauchistes, des personnels et étudiants ébranlés par le pilonnage sur la situation en Afghanistan, étaient présents, ainsi que deux réfugiés afghans dont les propos

ont largement confirmé qu'ils avaient choisi leur camp.

Nous sommes allés (deux camarades et moi) à ce débat. Non pas pour nous prêter aux « jeux du cirque » mais parce que nous avons la conviction qu'il y avait des gens à convaincre.

Dans nos propos, ce qui a le plus heurté les participants au débat, ce ne sont pas nos explications sur notre prise de position sur l'Afghanistan, mais bien plutôt nos propos sur le rôle qu'ont joué dans cette affaire la section socialiste et *le Provençal* de Gaston Defferre. Ce qui a encore heurté, c'est en définitive ce que nous avons eu à dire franchement sur l'union, sur l'opération à laquelle s'était livrés les militants socialistes.

Ainsi, on ne peut séparer la guerre idéologique des problèmes de l'union, on ne peut gagner dans la bataille des idées seulement en développant bien notre argumentation spécifique; on ne peut gagner sans aborder les questions de l'union. Questions qui nous appellent — sans nous situer par rapport au P.S. — à faire la clarté sur le rôle qu'il joue non *pas seulement nationalement*, mais également au niveau local et dans l'entreprise. Certes, on y perd son confort dans la mesure où des liens humains, riches parfois, se sont tissés entre militants communistes et socialistes dans l'entreprise, le syndicat. Mais l'alternative, heureusement, n'est pas entre l'union au sommet (si elle est bonne nous sommes copains), ou bien la rupture, donc la détérioration des rapports humains. Non, l'alternative est autre : ou bien un débat franc et loyal, sans concession, humain, ou bien le débat dans le noir où tous les coups bas sont permis.

Aborder ainsi les questions, ce n'est pas certes chercher à « prendre les universitaires dans le sens du poil », démarche qui d'ailleurs consisterait à enfanter le frère jumeau de l'ouvriérisme, je veux parler de l'attitude courtisane, ou encore à faire fausse route politiquement en croyant que ce qui bloque c'est la forme de notre politique et non le *fond*.

Enfin, pour conclure, j'illustrerais très concrètement ce que notre camarade Sève montrait notamment dans sa contribution à *l'Humanité*, à savoir que les média dits de gauche — au nom des grands courants de l'histoire qui

passeraient exclusivement par le Vietnam, l'Iran, le Cambodge ou l'Afghanistan — arrivent puissamment à induire une sensibilité sélective sur les atteintes aux libertés dans le monde, y compris parmi les communistes. Le Conseil *scientifique* de mon université a réagi à la mesure administrative frappant l'académicien Sakharov. Cette assemblée, à l'unanimité (il y a des communistes qui en font partie) a, au nom des libertés, condamné cet interdit. C'est bien. Et cependant, le même jour, leur sensibilité n'avait été aucunement éveillée par une affaire d'une tout autre dimension : le massacre au Salvador d'une dizaine d'étudiants par l'armée. C'est cela aussi la guerre idéologique.